Avis de l'Etat sur le SCOT Sud-Loire

Annexe_2 : Recommandations/remarques

1 - RÉDACTION DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS

Les objectifs sont de portée assez générale avec peu de prescriptions et quelques recommandations. Ainsi, ce projet de SCOT interroge quant à la portée de ce document ; dans quelle mesure ce document offre-t-il un cadre suffisant pour les futurs documents de rang inférieur (PLH, PLUi-PLU, ...) qui devront le traduire opérationnellement ?

Le thème de la Mobilité est particulièrement concerné par des orientations très générales. De manière globale, ce qui est en jeu pour le territoire du SCOT a été bien identifié mais le projet présenté relève souvent d'intentions, sans déclinaisons plus concrètes. Pour illustrer le propos, par exemple, en termes de mobilités, on peut citer :

Orientation 1 : *Améliorer l'organisation et la coordination des mobilités à l'échelle du Sud Loire, déclinée ainsi :*

1.2 Positionner Saint-Étienne comme le cœur du service express régional métropolitain à l'échelle du Sud Loire et proche Haute-Loire

Dans une volonté de clarification, il est proposé de préciser dans l'ensemble des chapitres composant le DOO que ces orientations, toutes opposables juridiquement, se déclinent en orientations stratégiques (prescriptions) et en orientations incitatives (recommandations) suivant la portée souhaitée par le SCOT.

2 - HABITAT

2- 1 Méthodologie

- L'absence d'annexes explicatives empêche une vérification rigoureuse de la méthodologie employée.

- L'approche actuelle du DOO n'apparaît pas suffisamment articulée avec les autres volets (mobilité, développement économique, environnement).

Recommandations :

- La répartition par centralités des objectifs de production et de réduction de la vacance manque de justification et doit être explicité.
- L'impact de la territorialisation des objectifs sur la polarisation du territoire devrait être approfondi notamment au niveau de l'offre en logement social.

2-2 Mixité sociale et logements sociaux

- L'objectif de 30% de logements accessibles socialement dans la production nouvelle est pertinent, mais il est essentiel de détailler la typologie et la répartition des logements (PLAI, PLUS, PLS etc).
- Il est recommandé de fixer un objectif minimal de 25 % de logements sociaux à l'échelle de la centralité métropolitaine et des centralités locales.
- Intégrer des logements intermédiaires pour favoriser le retour des classes moyennes.
- Maintien et Rattrapage des Taux de Logements Sociaux pour les communes déficitaires et non déficitaires : Il est nécessaire que les communes non déficitaires conservent leur taux actuel de logements locatifs sociaux (LLS), tandis que les communes déficitaires augmentent leur taux pour atteindre le seuil minimal fixé par la législation SRU. Pour les communes à fort taux de LLS (supérieur à 40 %), telles que Le Chambon-Feugerolles (48 %), Saint-Chamond (39,8 %), et La Ricamarie (48,9 %), il serait opportun de ne pas augmenter davantage la part de LLS afin de maintenir un équilibre social sur l'ensemble du territoire.

Proposition de rédaction pour le DOO pour mieux prendre en compte la mixité sociale et les logements accessibles :

« Mixité sociale et logements accessibles

Un minimum de 25% de logements sociaux est fixé à l'échelle de la centralité métropolitaine, un objectif similaire est poursuivi pour les centralités locales.

- *Afin de garantir un équilibre territorial, les communes non déficitaires doivent maintenir leur taux actuel de logements sociaux et ne pas connaître de diminution significative.*
- *Les communes déficitaires doivent augmenter leur part de logements sociaux pour atteindre le seuil minimal fixé par la loi SRU.*
- *Les communes avec un taux de logements sociaux supérieur à 40 % doivent maintenir ce taux afin de garantir une diversité résidentielle et un équilibre social sur l'ensemble du territoire. »*

Les hébergements de types résidences séniors sont des hébergements de type similaire autres immeubles collectifs (studio, T1, T2). Le ratio proposé : "3 hébergements en résidence équivalent 1 logement "ordinaire" n'a plus lieu d'être. Il avait du sens par le passé, lorsqu'un logement pouvait accueillir deux voire trois résidents, mais cette situation est désormais quasi inexistante.

Recommandation : revoir le comptage des résidences séniors (page 75 du DOO)

3 - DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

3-1 Eco-Parc de Balbigny

Parmi les ZAE d'échelle métropolitaine, je note un redimensionnement plus sobre du projet d'Ecoparc de Balbigny sur 30 ha dont 10 ha de capacité foncière mise sur le marché après 2030. Par son ampleur, le projet remanié sera exemplaire avec une recherche de densité d'emplois, la

limitation de consommation foncière ou de ressources, d'intégration écologique et de mutualisation des équipements. Les process industriels devront être économes en eau et en assainissement.

3-2 Organisation et accueil des activités économiques page 4

L'orientation 1 "Localiser les activités économiques compatibles avec les espaces d'habitat dans les tissus urbains des villes et villages" constitue la 1ère orientation sur l'organisation et l'accueil des activités économiques" avant la question des ZAE "productives". Le 1er objectif est d'organiser et favoriser l'implantation et le maintien des activités tertiaires, commerciales, de services et artisanales dans les tissus urbains ou ruraux.

Je vous avais alerté, au moment des échanges sur le PAS, sur le développement économique qui était affiché comme la priorité du SCOT et étudié sous le seul prisme de l'aménagement de zones d'activité alors que la majeure partie des emplois se situe en zone mixte. Ce sujet a été mieux pris en compte même si globalement l'accueil des activités économiques restent très accés sur les ZAE (orientations 2-4-5-6).

Recommandation : mieux prendre en compte la question des emplois en zones mixtes.

Il apparaît bien la liste des zones d'activités économiques d'échelle Métropolitain et de niveau Sud-Loire, mais le SCOT traite insuffisamment les zones d'activités de niveau local.

Recommandation : un recensement de ces zones locales permettrait d'avoir une vision plus claire de la répartition de l'activité et de l'emploi sur le territoire du SCOT en lien avec les questions de mobilité et de justifier les besoins en nouvelle zone d'activité quel que soit le niveau notamment au moment de l'élaboration des documents d'urbanisme PLUi.

Je note le choix de prioriser les besoins de consommation d'ENAF pour des vocations économiques et d'équipements structurants, en définissant une part mutualisée pour les ZAE d'échelle métropolitain et Sud-Loire : avec pour objectifs de 145 ha pour la période 2021-2031, 75 ha entre 2031-2041 et 36 ha entre 2041-2051.

Les verbes employés concernant les objectifs d'organisation et d'accueil des activités économiques sont "souples" : permettre, privilégier, orienter, accueillir, encourager, promouvoir. L'objectif de réserver les ZAE à des entreprises industrielles, logistiques, artisanales et tertiaires dédiées non compatibles avec l'habitat est plus prescriptif (page 6 du DOO).

3-3 Commerce et DAACL

Vous avez pour orientation n°1 de "*Prioriser le commerce, l'artisanat...dans les centres-villes...*" et pour objectif de délimiter spatialement et avec précision les périmètres de centres-villes, centres bourgs et centres de quartier. Cela à partir des périmètres des centres-villes des centralités d'échelle Sud-Loire, intermédiaires, locales et des quartiers de ville de toutes les centralités. Des dessins de principe figurent dans le DOO pour les centralités de niveau Sud-Loire. Vous indiquez qu'il appartiendra aux documents d'urbanisme locaux des communes concernées de définir le périmètre de leur centre-ville.

Qu'en est-il pour les autres centralités et les communes non centralités ?

Recommandation : il pourrait être précisé la méthodologie envisagée pour assurer une cohérence dans la délimitation des périmètres de centres-villes, centres-bourgs, centres-quartiers et l'inscrire dans le programme d'actions.

Vous souhaitez réserver les espaces économiques de niveau métropolitain et Sud-Loire aux activités de production industrielle et de logistique avec pour objectif (orientation 13 du DAACL) d'y implanter les entrepôts liés au commerce de moins de 10 000 m². Votre objectif est également de limiter les entrepôts de grande ampleur, liés au commerce et les plateformes de logistique commerciale en privilégiant les entrepôts de moins de 10 000 m².

Faut-il comprendre que les entrepôts de + 10 000 m² sont interdits ? Le volet logistique du DAACL pourrait être précisé sur ce point.

4 - RISQUES

4-1 Inondation

Le projet arrêté du SCOT Sud Loire doit être compatible avec les dispositions et objectifs du Plan de Gestion du Risque Inondation Loire Bretagne :

Objectif 2 : Planifier l'organisation territoriale et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque ;

- une attention particulière sera portée sur la disposition 2-14 : Prévenir, voir réduire le ruissellement et la pollution des eaux pluviales (objectif commun au SDAGE 2022-2027) ;
- une analyse des arrêtés de reconnaissance en état de catastrophe naturelle constitue une bonne base d'analyse de la sinistralité du territoire ;

et à ceux fixés dans le PGRI Rhône-Méditerranée :

Objectif 1 : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation :

D1-5 : renforcer la prise en compte du risque dans les projets d'aménagement

- **Objectif 2** : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

D2-1 : Préserver les champs d'expansion des crues

D2-2 : Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues

4-2 Document « état initial de l'environnement »

Recommandations :

- Page 119 il est demandé de corriger les informations liées au PPRNPi du Gier. Ce PPR a été approuvé par arrêté inter-préfectoral n° DT-17-0889 le 08 novembre 2017 par les préfets de la Loire et du Rhône. Il faut également mentionner que ce PPR a fait l'objet d'une procédure de modification approuvée par le préfet de la Loire en date du 20 juin 2024.

- Page 133, les informations mentionnées sur le porter à connaissance de la Coise devront être corrigées.

Un nouveau PAC sur la Coise a été signé par le préfet de la Loire en date du 20/12/2024. Il a diffusé aux communes et EPCI concernés. Il vise à permettre une mise en cohérence des dispositions définies dans les porter à connaissance en cours pour ensemble du Bassin versant de la Coise et d'intégrer également les dispositions qui ont été identifiées dans le Plan de Gestion du Risque Inondation Loire-Bretagne 2022-2027.

[https://www.loire.gouv.fr/Outils/Glossaire/\(namefilter\)/PAC](https://www.loire.gouv.fr/Outils/Glossaire/(namefilter)/PAC)

Les cartes des zones inondables et des aléas restent les mêmes. Le nouveau PAC est plus détaillé et permettra de clarifier ce qui est autorisé ou non dans les espaces urbanisés et non urbanisés. Il permettra également de clarifier les règles d'implantation des projets de production d'énergies renouvelables selon un cadre réglementaire défini.

- Page 134 : La carte n'intègre pas toutes les communes concernées par un risque inondation et couvertes par un PPR prescrit ou approuvé ou un porter à connaissance. Il conviendrait de compléter la cartographie.

- Page 137 : Au regard du risque retrait et gonflement des argiles, le document devra mentionner les dispositions de la loi ÉLAN pour la prise en compte des secteurs concernés par un aléa moyen et fort car il est fait état que de l'aléa faible dans ce document. Or, certaines communes incluses dans le périmètre du SCOT Sud Loire sont classées en zones d'aléas moyen et fort.

Il peut être réalisé un suivi des zones à urbaniser identifiées en zones inondables et fixer un objectif à la baisse.

- La thématique liée au ruissellement pluvial est bien traitée et le projet prévoit des dispositions claires et prescriptives. Dans le PAS (Page 118), il serait toutefois pertinent au vu des épisodes de crues d'octobre dernier de ne pas se limiter à la Vallée du Gier mais d'étendre cette problématique à l'ensemble du territoire du SCOT Sud Loire car d'autres secteurs (notamment Cance Déôme) ont été touchés par le dernier épisode de crue.

5 - RESSOURCE EN EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT, BIO-DIVERSITÉ, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

5-1 Ressource en eau

Il est indiqué dans la fiche « Ressource en eau » du DOO que les documents locaux d'urbanisme identifient et protègent des zones inconstructibles et perméables de part et d'autre du cours d'eau en dehors des secteurs déjà urbanisés afin de limiter les pollutions diffuses. De plus, il est mentionné que la largeur de ces emprises non-constructibles sera définie en fonction de la configuration du site, de la ripisylve présente et des zones inondables.

Recommandation : préciser que ces emprises inconstructibles doivent emporter un retrait correspondant aux clôtures (murs...), et que ces clôtures, présentent au-delà de ces emprises,

doivent être perméables à la petite faune (amphibiens, hérissons, ...), afin de permettre la bonne fonctionnalité de ces espaces.

➤ Le SCOT ne comporte pas d'analyse de l'adéquation entre la ressource en eau disponible et le besoin en eau pour couvrir l'ensemble des usages liés aux perspectives de développement affichés.

Proposition : cette analyse serait à réaliser en situation actuelle : cette étape permettant d'établir un diagnostic initial et d'identifier les situations déjà compliquées aujourd'hui, mais aussi en situation future. Cette analyse dans le futur doit permettre de vérifier que les projets de développement sont en accord avec la ressource disponible, avec prise en compte des évolutions éventuelles apportées au réseau, et interconnexions permettant de sécuriser les plus importantes agglomérations. Cet examen permettrait de conclure quant à l'adéquation entre ce besoin et la ressource disponible à échéance du SCOT, faisant ainsi le lien avec l'étude HMUC en cours, et la traduire en orientations et objectifs pour le SCOT, par exemple à l'occasion de la prochaine revoyure.

5-2 Eau potable

Concernant le volet quantitatif, en 2023, les communes suivantes situées sur le territoire du SCOT Sud-Loire ont fait l'objet de difficultés d'alimentation en eau potable :

- Rochetaillé (Saint-Etienne) – hameau de Salvaris
- Colombier (communauté de communes des Monts du Pilat)
- Bourg-Argental (communauté de communes des Monts du Pilat)
- Saint-Julien-Molin-Molette (communauté de communes des Monts du Pilat)
- Les communes du syndicat des eaux du Haut-Forez (SIAEP)

La difficulté d'alimentation en eau potable se traduit pour ces communes situées en tête de bassin-versant par un tarissement des sources d'eau potable (débit insuffisant par rapport à la demande), ou une diminution du cours d'eau faisant l'objet d'un prélèvement, conduisant à une dérogation au débit minimum biologique. Actuellement, il n'y a que les communes de Bourg-Argental et de Saint-Julien-Molin-Molette qui font l'objet de travaux de sécurisation.

5-3 Lien entre développement du territoire et préservation de la ressource en eau

Recommandations :

- Prévoir un schéma directeur d'AEP à l'échelle du SCOT, permettant de travailler sur les sécurisations entre les sous-secteurs, en s'appuyant sur les schémas directeurs existants.
- Limiter l'urbanisation des hameaux non-desservis par les réseaux d'AEP .
- Demander aux PLUI(i), dans le cadre de leur élaboration ou révision, de renforcer la prise en compte de la ressource en eau potable dans les projets d'aménagement avec une étude ad'hoc de l'adéquation entre les besoins et la ressource. Les communes doivent associer les collectivités ayant la compétence « eau potable » afin de s'assurer de la compatibilité entre les besoins futurs et la ressource à l'échelle du territoire couvert.

Concernant le volet qualité, on constate une dégradation de la qualité des eaux brutes destinées à la consommation humaine dans le cadre des démarches de captages prioritaires : SIVAP (Saint-André-le-Puy).

5-4 Assainissement

Il convient de veiller à ce que l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs ne puisse intervenir alors que la collecte et le traitement des eaux usées qui en seraient issues ne pourraient pas être effectués dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur sauf si est décrite la programmation des travaux et actions nécessaires à la mise en conformité des équipements de collecte et de traitement situés à l'aval de ces secteurs.

Recommandations : Demander, dans le cadre de l'élaboration ou révision des PLU(i), de renforcer la prise en compte de l'assainissement dans les projets d'aménagement avec une étude ad'hoc.

5-5 Environnement, biodiversité

Recommandations :

- Demander la réalisation de diagnostic de biodiversité en amont de la réalisation / révision des PLU/ PLUI. Pour ce faire orienter à la réalisation d'ABC de la biodiversité.
- Ajouter des mesures concrètes pour la protection des haies (ex : inventaire des haies dans les PLU et protection de celles à fort enjeu).
- Elargir le principe d'inconstructibilité sur les réservoirs de biodiversité aux problématiques de fréquentation de ces sites.
- Expliciter les modalités de restauration de la Trame Verte et Bleue dans l'orientation 3 du DOO (Protéger et restaurer les éléments de la trame verte et bleue).
- Aborder la problématique de la résorption des points noirs dans le volet restauration.
- Compléter la liste des sites naturels à préserver des espaces naturels particulièrement remarquables pour la protection de la biodiversité et la valorisation du territoire (notamment Gorges de la Loire (RNR), Jasseries de Colleigne (RNR), Île-de-la-Platière (RNN) et la réserve biologique dirigée de Chaussitre).
- Interdire ou limiter le développement des constructions aux abords des massifs forestiers en particulier sur les communes classées à risque incendie dans le département (Sud Forez et Pilat)
- Faire référence à la charte du PNR du Livradois Forez.

5-6 Transition énergétique : enjeux de santé humaine

Recommandations :

- Assurer la bonne prise en compte des actions de l'axe MU3 du PPA3 SELF (plan de protection de l'atmosphère Saint-Etienne Loire Forez): « Intégrer les problématiques de qualité de l'air dans les politiques d'urbanisme ».
- Demander aux PLU d'intégrer ces éléments dans le cadre de leur élaboration ou révision.

Mener une réflexion d'ensemble sur les énergies renouvelables visant une territorialisation

Le SCOT constitue un cadre propice à une réflexion stratégique sur le développement des énergies renouvelables. Une approche plus territorialisée, prenant en compte les spécificités géographiques et les potentialités locales, permettrait d'optimiser le déploiement des différentes filières énergétiques.

6 – MOBILITÉ

6-1 PAS Synthèse du diagnostic et des enjeux (pages 10 et 11)

« Pour le SCOT Sud Loire, l'enjeu est de lutter contre l'autosolisme par le développement de solutions de mobilité durable adaptées au territoire. Pour cela, l'enjeu est également de conforter la présence d'offres de transport structurantes pour faciliter la mobilité de tous ».

Recommandation : les résultats de l'EMC² pourraient être exploités dans ce sens.

En termes d'économie et d'emplois, sont diagnostiqués *"des flux nombreux au sein-même de la Métropole de Saint-Etienne" ainsi qu'une "intensification des flux entre la Métropole de Saint-Etienne et les deux EPCI du Forez"*, avec en conclusion, l'enjeu consistant à *"accompagner le tissu économique existant et son potentiel d'innovation, en créant les conditions de son développement et notamment de son accessibilité"*.

Recommandation : le DOO pourrait être complété en traduisant en orientations opérationnelles les enseignements des diagnostics réalisés.

PAS : Analyse des objectifs « La sobriété valeur centrale du SCOT » (page 19)

Le PAS propose, afin d'organiser *"la sortie du tout voiture particulière"», de limiter les déplacements carbonés par l'organisation du territoire, et par le développement d'offres d'alternatives : mettre en adéquation l'urbanisation et les transports collectifs et les alternatives à la voiture individuelle, organiser une offre multimodale performante pour favoriser les échanges entre les différents niveaux de l'armature territoriale, accélérer le développement des aménagements et infrastructures pour les modes actifs, accroître et structurer l'offre de recharge en énergie électrique... et favoriser les solutions alternatives au transport de marchandises par la route"*.

Une offre alternative se développe déjà sur le territoire, l'offre multimodale, ainsi qu'un certain niveau d'offre ferroviaire et de pistes cyclables, tout comme existe 2 SDIRVE couvrant le territoire du SCOT à 2 échelles différentes (Loire et SEM).

Recommandation : le SCOT pourrait renforcer par des orientations complémentaires son niveau d'ambition sur la mise en adéquation entre l'urbanisation (habitat, tissu économique) et les offres de transport multimodales, pour assurer une meilleure desserte des lieux d'habitation, existants ou à intervenir; qui pourraient orienter les PLU.

6-2 Quelques pistes d'amélioration du traitement de la mobilité dans le DOO pourraient être explorées :

Orientation 2-1 : *Adosser le développement territorial à la desserte TC et au développement du lien urbanisme-mobilités page 89*

Cette orientation affiche l'objectif de *mettre en oeuvre des solutions alternatives à l'usage de la voiture particulière avant l'ouverture à l'urbanisation d'espaces vierges de construction comme bénéficiaire d'au moins 1 service parmi : « desserte à moins de 500 m d'une ligne TC régulière fréquentée inférieure à 1h en heure de pointe », « desserte par des itinéraires modes actifs sécurisés et continus (maximum 15 minutes de marche à pied ou de vélo) jusqu'à une ligne de TC régulière fréquentée à 1h » ou « présence à moins de 10 km d'une aire de covoiturage avec des axes aménagés avec une priorité covoiturage ».*

Recommandation : le niveau d'ambition de cette orientation pourrait être revu. Il conviendrait aussi de distinguer, dans la rédaction, la durée pour la marche à pied et la distance pour le vélo.

Orientation 3.1 : *Améliorer le rabattement vers les gares pour l'intermodalité « Le rabattement cyclable vers les gares sera organisé par les collectivités et leurs groupements. Il s'appuiera sur une offre de stationnement cyclable en gare ainsi que l'aménagement d'itinéraires cyclables continus et sécurisés vers la gare depuis les centralités urbaines et les pôles d'emploi à proximité. »*

Recommandation : cette orientation pourrait préciser le niveau d'exigence à avoir pour assurer un bon niveau de rabattement, de nature à faire évoluer les usages (nombre minimum de stationnements vélos sécurisés), et imposer dans les PLU l'élaboration d'OAP dédiées qui permettraient le développement programmé des continuités cyclables vers les gares.

Orientation 3.2 : *Développer une desserte de transport collectif routier complémentaire au ferroviaire pour mailler le territoire*

Les ZAE de niveau « Sud Loire » devront aussi être desservies, autant que possible, par une offre TC et une liaison sécurisée vers les réseaux cyclables structurants proches.

Recommandation : un niveau d'exigence pourrait renforcer cette orientation.

Orientation 3.3 : *Développer la pratique des modes actifs, par la réduction de la place accordée à la voiture individuelle dans les centralités urbaines. « Lorsque la place disponible est limitée, notamment dans les voiries étroites des centres-villes et centres bourgs, la place accordée à la voiture individuelle (circulation et stationnement) devra diminuer au profit des modes actifs et en particulier de la marche à pied. Le report du stationnement dans des parkings à proximité du centre-ville ou centre bourg, couplé à l'aménagement d'un parcours piéton qualitatif entre le parking et les rues centrales, doit permettre de mieux circuler à pied (et à vélo) dans les centralités du SCOT. »*

Recommandation : cette démarche pourrait viser un niveau d'urbanisation minimum : OAP ou prescription dans le PLU.

6-3 DAACL et Mobilité

Un des objectifs de l'orientation 13 du DAACL est de « Définir des modalités d'aménagement de manière à éviter les congestions de circulation liées à leur usage, en prenant en compte les problèmes de congestion existants des secteurs Guyonnière, Ratarieux et vallée de l'Ondaine-connexion à la RN 88 ». Un des objectifs de l'orientation 1-4 du volet mobilité « Améliorer le fonctionnement routier à l'intérieur du territoire » est de : "résorber les « verrous » routiers et d'aménager les principaux axes afin de fluidifier les trafics constatés..."

Vous avez fixé pour objectifs de "Programmer le traitement des points de congestion en demandant aux intercommunalités et AOM du territoire d'intégrer à leurs programmes ou plans pour les déplacements des actions visant à réduire la congestion sur les points noirs du réseau routier de leur territoire."

Recommandation : proposer pour certains secteurs particulièrement congestionnés (La Guyonnière par exemple), de n'implanter de nouveaux équipements que lorsque des actions auront été intégrées aux programmes ou plans définis par les EPCI.

7 - AGRICULTURE ET ALIMENTATIONS

La description de l'agriculture du SCOT Sud-Loire semble complète et les principaux enjeux identifiés. Le ratio production/consommation est très faible sur ce territoire (55%). Une des réponses apportées est la mise en place des PAT. Ce point est insuffisamment développé.

Recommandations :

- une réflexion plus poussée sur les filières présentes sur ce territoire et aux alentours semblerait intéressante dans un objectif de production et consommation locale.
- le changement climatique est indiqué mais quelles sont les répercussions qu'il pourrait avoir sur ce territoire sur l'agriculture du type, abandon des coteaux avec déprise agricole et risque d'incendies, intensification des zones de montagne sur lesquelles des enjeux environnementaux sont importants (ex: Hautes Chaumes),...

8 - PROGRAMME D' ACTIONS

Recommandation : compléter le programme d'actions par une fiche sur la méthodologie pour la définition des centres-villes, centres-bourgs, au même titre que pour la définition du TAE.

9 - PLAN PAYSAGE

Le syndicat mixte a fait le choix d'élaboration d'un plan paysage orienté sur les stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Si les différentes pièces constituant le SCOT font bien référence à ce plan paysage, il ne figure ni en annexe, ni dans la délibération d'arrêt et ni dans la liste des pièces. Il est donc difficile d'appréhender sa prise en compte dans le SCOT.

Recommandations :

- ce document stratégique de référence mériterait d'être davantage porté à connaissance et valoriser dans le SCOT notamment en étant annexé.
- prendre en compte l'avis ci-joint de l'UDAP

10 - REMARQUES COMPLÉMENTAIRES

- Page 80 de l'annexe "Justifications des choix et indicateurs de suivi : supprimer et remplacer le terme ZACOM.

Il manque en page 12 du DOO sur le schéma « l'Espace Emeraude - Vaure » de niveau Métropolitain de 2,8 ha (voir annexe 4e consommation foncière)

Dans le DOO, il est indiqué 12 sites de niveau Sud-Loire et 13 dans l'annexe 4e « Analyse de la consommation foncière ».

Dans le DOO (pages 12 et 13), la « ZAC de Chambayard » à Boen-sur-Lignon de niveau Sud-Loire de 5,7 ha n'apparaît pas alors que la ZAC figure dans l'annexe 4e page 39 .

- **L'aménagement numérique**

Le SCOT doit se saisir de l'enjeu concernant le numérique au travers de son Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO).

La question de l'aménagement du territoire est éminemment liée aux questions de l'organisation des réseaux, qu'ils soient de déplacement, d'énergie ou de communication. Depuis deux décennies, les réseaux numériques et leurs évolutions deviennent de plus en plus stratégiques pour les territoires, que ce soit d'un point de vue économique que de service à la population.

Les enjeux du territoire sont :

- de faire en sorte d'offrir aux habitants actuels un bon niveau d'accès au numérique,
- et d'organiser la planification future au regard du numérique et de ses enjeux

Nota : *Le schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN), porté par le Conseil Départemental de la Loire, et élaboré avec l'ensemble des acteurs du territoire, est un document de référence.*

Ce document-cadre stratégique de long terme (15-20 ans) pose les enjeux forts des années à venir et de suivi des infrastructures numériques à l'échelle du département. La bonne articulation de ce schéma départemental avec la stratégie du SCOT est un élément essentiel pour la cohérence et l'efficacité des politiques publiques.

INTÉGRER LA CRÉATION DES RÉSEAUX NUMÉRIQUES À TRÈS HAUT DÉBIT DANS LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET D'URBANISME, ET DANS LES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT

Les documents de planification sont un moyen de favoriser la cohérence entre l'ouverture et l'urbanisation et la desserte en communications électroniques.

Ils permettent d'encourager et d'encadrer le développement de ces infrastructures, au même titre que celui des autres voies de communication.

Ainsi, les documents d'urbanisme locaux doivent veiller, à travers leurs règlements, à faciliter le déploiement des réseaux numériques dans le respect des normes techniques et sanitaires en vigueur. Au même titre que les infrastructures de déplacement, les TIC (Technologies de

l'Information et de la Communication) doivent être considérées comme des équipements structurants pour les territoires.

RÉPONDRE AUX BESOINS ACTUELS ET FUTURS DES ENTREPRISES ET DES PARTICULIERS EN TERMES D'ACCÈS AUX RÉSEAUX ET AUX SERVICES

Afin de rester à la pointe de la compétitivité, mais aussi pour maintenir un haut niveau d'attractivité. Il s'agit d'un levier indispensable pour agir en faveur d'une société à la fois plus moderne et plus propre.

- **SDIS – DOO**

Organisation et accueil des activités économiques
La gestion de l'eau potable et de l'assainissement

Page 15, rajouter un 4ème alinéa au paragraphe "Le ruissellement des eaux de pluie sera limité en :"

- récupérant les eaux de pluie,
- limitant l'imperméabilisation des sols,
- permettant l'infiltration des eaux de pluie
- favorisant le stockage d'eau de pluie au sein de citerne adaptée à la DECI (Défense Extérieure Contre l'Incendie)

Volet Commerce

Page 33, modifier le paragraphe " limiter le ruissellement des eaux de pluie en limitant l'imperméabilisation des sols et favorisant la récupération des eaux de pluie" :

" limiter le ruissellement des eaux de pluie en limitant l'imperméabilisation des sols

Favoriser la récupération des eaux de pluie par le stockage dans des citernes adaptées à la DECI"

Risques et nuisances

Page 120, compléter le paragraphe

Concernant le risque feux de forêt, préserver des espaces nécessaires à l'organisation des services de défense contre les incendies (pistes forestières, cuve ...), conformément au Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) notamment sur les 25 communes classées en massif forestier à risque d'incendie (arrêtés préfectoraux du 08/08/2011 et du 29/07/2020).

Observations : l'année 2025 verra la révision du classement des communes à risques avec modification des arrêtés préfectoraux cités.

Préserver la ressource en eau pour aujourd'hui et demain

Page 124, compléter le paragraphe

L'eau est une ressource indispensable pour notre santé, nos écosystèmes et notre économie. Elle est essentielle pour de nombreux usages : consommation d'eau potable, usages agricoles, industriels, défense incendie ou encore énergie.

- **Prendre en compte les remarques ci-jointes en annexe formulées par l'UDAP**
- **Courrier de l'INAO**